

Pourquoi les coupes dans l'aide américaine vont aider les Palestiniens – et la paix

Jeremy Wildeman, Alaa Tartir – 6 février 2019

L'aide américaine a toujours été problématique pour les Palestiniens, parce qu'elle a été conçue dans le cadre de l'étroite relation entre les USA et Israël.

Au 1^{er} février, l'USAID a officiellement cessé ses opérations dans les territoires palestiniens occupés. C'est lié à la loi de clarification de l'anti terrorisme (ATCA) votée au Congrès en octobre. La loi stipule que les gouvernements étrangers qui acceptent de l'aide du gouvernement des États Unis peuvent être poursuivis auprès de tribunaux étatsuniens pour des dommages résultant du terrorisme.

Cette évolution a conduit l'Autorité Palestinienne (AP) à déclarer qu'elle refusait davantage d'aide américaine et donc qu'elle mettait fin à la présence de l'USAID dans les territoires occupés, au moins pour le moment.

Des coupes néfastes

ATCA, qui ne concerne pas que l'aide aux Palestiniens, n'était que la dernière en date d'une série de mesures punitives prises par le gouvernement des États Unis contre les Palestiniens. La plus destructrice fut une série de coupes néfastes en 2018 qui a retiré des centaines de millions de dollars de financement de services de base et de secours humanitaires aux besoins des Palestiniens, comme les soins de santé et le soutien aux réfugiés.

Par contraste, la clôture finale de l'USAID met fin à des programmes financés par les États Unis, qui sont eux-mêmes

nuisibles aux Palestiniens, comme les 60 millions de dollars (53 millions €) attribués aux forces de sécurité de l'AP.

Ce financement était prévu pour les forces de l'AP qui coordonnent le contrôle de sécurité sur les Palestiniens avec Israël. C'est un investissement clef de la part des États Unis à l'AP – en particulier depuis la fin de la seconde Intifada en 2005 – qui sert à former et à financer les forces de sécurité de l'AP.

Ces forces sont sous surveillance accrue pour des violations des droits humains, comme l'arrestation de routine et la torture de personnes qui critiquent pacifiquement (l'occupation). En même temps les forces de l'AP ne sont pas autorisées à répondre à des actes de violence contre des Palestiniens perpétrés pas des colons israéliens, alors même que ceux-ci constituent la plus grave menace à l'état de droit et à la sécurité pour les Palestiniens de Cisjordanie.

Ainsi, ce financement de 60 millions de dollars renforçait la domination israélienne, rendant la vie des Palestiniens encore plus insécure et renforçant la dérive de l'AP de la démocratie à l'autocratie.

Heureux, les Palestiniens ?